

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAULSTRA HUTCHINSON

2, rue Turgot
27150 Étrépnay

Références : UBDEO/ERC/2026/164
Code AIOT : 0005801756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement PAULSTRA HUTCHINSON implanté 2, rue Turgot 27150 Étrépnay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une mise en demeure n°UBDEO/ERC/25/86 a été prononcée en date du 17 octobre 2025, suite aux conclusions du compte-rendu de vérification périodique Q18 "installation présentant un risque d'incendie et d'explosion". L'objectif de la visite du 21 avril 2026 est de vérifier les dispositions prises par l'exploitant afin de régulariser ce point.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAULSTRA HUTCHINSON
- 2, rue Turgot 27150 Étrépnay

- Code AIOT : 0005801756
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Paulstra-Hutchison est spécialisée dans la production de pièces anti-vibratoires destinées aux marchés de l'industrie, des activités ferroviaires et de l'aéronautique.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant informe l'inspection que les deux dégraisseuses au perchloroéthylène auront été remplacées avant la fin d'année. L'une d'elle a été remplacée en 2024 par une dégraisseuse à alcool modifié, et le remplacement de la seconde est prévu courant de l'été 2026 par une dégraisseuse à alcool modifié. Il indique également que 2 groupes froid ont été renouvelés par des groupes froid au CO2.

L'ensemble des modifications devra faire l'objet d'un porter à connaissance transmis à l'inspection, permettant d'actualiser les activités du site, notamment la situation administrative, la réduction des points de rejets atmosphériques, ainsi que toutes autres modifications intervenues. Le porter à connaissance devra être transmis à l'inspection, sous un délai de 6 mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation électrique	AP de Mise en Demeure du 17/10/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	plainte - bruit	Autre du 26/03/2024	Sans objet
3	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°UBDEO/ERC/25/86 du 17 octobre 2025 peut être levé. Un porter à connaissance actant les modifications intervenues sur le site doit être déposé sous un délai de 6 mois, auprès de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation électrique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/10/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Installation électrique
Prescription contrôlée : La société Paulstra-Hutchinson [...], 2, Rue Turgot, sur la commune d'Étrepagny, est mise en demeure de respecter sous un délai de deux mois les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 2008 « [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] » .

<p>La mise en demeure pourra être considérée comme satisfaite dès lors que l'exploitant aura remédié à la totalité des anomalies identifiées dans le compte rendu Q18 du 10 au 20 mars 2025 établi par la société Apave et transmis à la DREAL le certificat Q18 démontrant l'absence de ces observations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le certificat Q18 n°A30140484-011-2-Q18, datant du 13 novembre 2025. Ce rapport annule et remplace le rapport A30140484-011-1 édité le 31 mars 2025.</p> <p>Ce rapport reprend la date de la dernière vérification, c'est à dire celle du 20 mars 2025. il est précisé que la vérification a été réalisée partiellement car les installations électriques de la maison du gardien ne sont pas prévues au contrat (partie privée). Il est également stipulé que dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, le prestataire n'a pas pu en l'absence d'autorisation, procéder au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection. Néanmoins, le compte rendu Q18 conclut sur une installation ne pouvant pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le certificat Q18 démontrant l'absence des observations identifiées dans le compte rendu du certificat Q18 de la vérification du 10 au 20 mars 2025 a été présenté. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°UBDEO/ERC/25/86 du 17 octobre 2025 peut être levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : plainte - bruit

<p>Référence réglementaire : Autre du 26/03/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plainte - bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par courriel du 7 février 2024, un riverain informe l'inspection de nuisances sonores en provenance de l'établissement Paulstra. L'inspection a contacté le jour même l'exploitant par téléphone, pour l'informer de cette plainte. Ce signalement avait déjà été réalisé auprès de l'inspection le 14 mars et le 29 septembre 2014.</p> <p>Lors de l'inspection 2025, les constats suivants avait été retranscrits :</p> <p>Une investigation a été menée à la suite de la plainte par les représentants de l'établissement qui diagnostiquaient que les nuisances provenaient des refoulements des 2 dépoussiéreurs du mélangeur localisés dans le bâtiment 3 (émissaires air 20-21). Les sorties de ces cheminées étant en façade.</p>

Une étude de bruit a été réalisée du jeudi 30 mai au lundi 3 juin 2024 intégrant 24h de production et 24h d'arrêt. Des mesures ont été réalisées :

- sur un point en limite de propriété de l'établissement, coté plaignant,
- sur la terrasse des plaignants pour les mesures de l'émergence réglementée.

Les conclusions de cette étude de bruits montrent :

- aucun écart à l'arrêté d'autorisation n'est constaté pour les mesures en limite de propriété de l'établissement;
- aucun écart à l'arrêté d'autorisation n'est constaté pour les mesures en zone à émergence réglementée en période diurne. Les niveaux d'émergence sonore respectent la valeur seuil admissible. Les résultats montrent que l'usine peut malgré tout être audible, ce qui n'empêche pas d'être conforme aux prescriptions de l'arrêté. Aucune tonalité marquée n'est détectée.
- des dépassements du seuil fixée par l'arrêté d'autorisation pour les mesures en zone à émergence réglementée en période nocturne. Une analyse complémentaire conforte le fait que le mélangeur est incriminé dans la situation de dépassement, même si ce n'est pas la seule source sonore issue de l'établissement ayant une contribution en ZER. Un traitement acoustique suffisant de cet équipement pourrait suffire à améliorer significativement la situation sonore. Cela ne signifiera pas pour autant que l'établissement y deviendra inaudible.

Decibel France a réalisé une étude acoustique environnementale des installations de dépoussiérage en toiture de l'établissement Paulstra, le 18 mars 2025. La mise en place de deux silencieux à baffles parallèles sur les refoulements des deux dépoussiéreurs en toiture permettraient de revenir à des valeurs limites d'émergences conformes à la réglementation. L'exploitant a passé la commande pour la réalisation de ces travaux, le 5 septembre 2025. Les travaux sont programmés en décembre durant la fermeture annuelle de l'établissement. Une nouvelle mesure de bruit sera réalisée à la suite des travaux.

Constats :

L'exploitant a transmis la facture du 27 janvier 2026, des travaux d'insonorisation réalisés par Décibel France. Lors de la visite, l'inspection a constaté la réalisation des travaux et les nouveaux rejets des émissaires en toiture.

Une étude de bruit a été réalisée par Colibris Acoustique, du jeudi 2 avril au mardi 7 avril 2026, couvrant au minimum 24 heures de fonctionnement et 24 heures d'arrêt de la production. Ces mesures sont réalisés suite aux travaux réalisés par l'exploitant, afin de caractériser la nouvelle situation sonore sur le terrain du riverain ainsi qu'en limite d'usine. Le protocole appliqué reprend celui utilisé lors de la campagne du 27 février 2025. Un sonomètre supplémentaire a été installé en toiture de la tour mélange pour identifier les phases d'activité du dépoussiéreur/mélangeur.

Le rapport conclut sur les résultats suivants :

"En limite de propriété :

- aucun écart à l'arrêté d'autorisation n'est constaté,
- les niveaux de bruit ambiant respectent les valeurs seuils admissibles, de jour comme de nuit,
- aucune tonalité marquée n'est détectée.

<p>En zone à émergence réglementée (terrasse du riverain) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucun écart à l'arrêté d'autorisation n'est constaté, • les émergences sonores seuils de l'arrêté d'autorisation d'exploiter sont respectées. <p>Les travaux d'insonorisation de la "tour mélange" semblent clairement avoir portés leurs fruits pour diminuer la contribution sonore de l'établissement chez le riverain."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les travaux d'insonorisation réalisés au niveau des refoulements des 2 dépoussiéreurs du mélangeur permettent d'obtenir des mesures de bruits conforme à la réglementation en limite de propriété coté riverain et chez le riverain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Installation électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Installation électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et notamment le décret 88-1056 du 14 novembre 1988 et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé par l'Apave du 2/03/2025 au 10/03/2025. 58 observations sont relevées, dont 25 avec une première date de signalement en 2026. L'exploitant a présenté le plan d'action reprenant les anomalies annotées dans la dernière vérification électrique. Par sondage, l'inspection a souhaité contrôler si les anomalies n°16 "Aéronautique - Essais - Zone TPM, Absence d'identification du circuit. Y remédier." et n°21 " Aéronautique - Aéronautiques - Ateliers - Circulation 1 - armoire éclairage/prises/atelier aero, Absence d'identification du circuit. A remettre à niveau" sont reprises dans le plan d'action de l'exploitant. Ces 2 anomalies y sont retrouvées.</p> <p>L'exploitant a également présenté le certificat Q18 n°A30140484-012-1 - Q18 réalisé par l'Apave du 2/03/2025 au 10/03/2025 stipulant : "sans observation avec réserve". Il est repris dans ce document que "la maison du gardien n'est pas prévue au contrat (partie privée)". Il est de nouveau annoté : " Dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, nous n'avons pu en l'absence d'autorisation, procéder au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de</p>

protection." Néanmoins, le certificat Q18 conclut sur une installation électrique qui ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant a présenté le rapport du contrôle par thermographie infrarouge des installations électriques suivant le document APSAD D19, réalisé par GED S.A.S, le 28 octobre 2025. Il est annoté que tous les circuits terminaux non pas été contrôlés et que l'intégralité des matériels et/ou ensembles d'appareillages déclarés n'a pas été contrôlée.

7 anomalies ont été relevées (six de priorité 1 et une de priorité 2). L'exploitant a présenté son plan d'action, les 7 anomalies présentes dans le rapport de thermographie y sont soldées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remédier aux observations présentes dans le rapport de vérification électrique.

L'exploitant doit être vigilant à obtenir un certificat Q18 sans réserves, notamment en autorisant le prestataire à procéder au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection, dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite